

## PUBLICATIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS

Société nationale des Chemins de fer belges

Les chemins de fer ont décidé de modifier à partir du 1er janvier 1991, les Dispositions complémentaires uniformes (DCU), se rapportant aux Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM) et à :

1° l'annexe II de ces Règles, relative au Règlement concernant le transport international ferroviaire de wagons de particuliers (RIP);

2° l'annexe III de ces Règles, relative au Règlement concernant le transport international ferroviaire des conteneurs (RiCo).

Ci-après le texte modifié de toutes les DCU :

### DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES UNIFORMES AUX ARTICLES DE LA CIM

DCU ad article 4 CIM : objets exclus du transport.

Si l'on constate en cours de route que des marchandises exclues du transport ont été acceptées, même sous la dénomination prescrite, le transport doit être arrêté. Des instructions seront, s'il y a lieu, demandées à l'expéditeur, elles doivent être conformes aux prescriptions de l'Etat où le transport a été arrêté. L'expéditeur est tenu de payer le prix de transport et les autres frais survenus jusqu'au point où le transport a été arrêté, ainsi que les éventuelles surtaxes à percevoir conformément à l'article 24, même si le destinataire a modifié le contrat de transport conformément à l'article 31.

Toutefois, s'il s'agit d'objets dont le transport est réservé à la poste sur le territoire de l'un des Etats empruntés, ces objets peuvent être remis à la poste, contre remboursement des frais dont ils sont grevés.

DCU 1 à 4 ad article 5 CIM : objets admis au transport sous condition.

1. Les transports funéraires sont admis aux conditions suivantes :

1° les frais sont payés par l'expéditeur;

2° les remboursements et les débours ne sont pas admis;

3° la lettre de voiture ne doit pas contenir la mention "en gare (bureau restant)";

4° le transport est soumis aux lois et règlements de chaque Etat, à moins qu'il ne soit réglé par des conventions spéciales entre plusieurs Etats; une escorte n'est pas nécessaire si l'expéditeur s'engage par une mention en lettre de voiture à faire retirer le corps dans le délai prescrit dans l'Etat de destination.

2. Les véhicules ferroviaires roulant sur leurs propres roues sont admis aux conditions suivantes :

1° un chemin de fer doit avoir vérifié qu'ils sont en état de circuler et l'avoir attesté par une inscription sur le véhicule ou par un certificat spécial;

2° les locomotives, tenders et automotrices doivent être accompagnés d'un convoyeur fourni par l'expéditeur, compétent pour maintenir le véhicule en état de circuler. Les autres véhicules ferroviaires peuvent être accompagnés d'un convoyeur.

3. Les conditions suivantes sont en outre applicables à l'admission au transport des animaux vivants :

1° l'expéditeur doit se conformer aux prescriptions de police vétérinaire des Etats de départ, de destination et de transit;

## WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

De spoorwegen hebben beslist, vanaf 1 januari 1991 de Uniforme Bijkomende bepalingen (DCU) te wijzigen. Deze bepalingen hebben betrekking op de Uniforme Regelen betreffende de Overeenkomst van internationaal spoorwegvervoer van Goederen (CIM) en op :

1° bijlage II aan deze regelen omtrent het Reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van wagons van particulieren (RIP);

2° bijlage III aan deze regelen omtrent het Reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van Containers (RiCo).

Hieronder de aangepaste tekst van al de Uniforme bijkomende bepalingen (DCU) :

### DE UNIFORME BIJKOMENDE BEPALINGEN AAN DE CIM

DCU ad artikel 4 CIM : van het vervoer uitgesloten voorwerpen.

Indien onderweg wordt vastgesteld dat van het vervoer uitgesloten goederen, zelfs onder de voorgeschreven benaming, toch ten vervoer zijn aangenomen, moet de zending worden opgehouden. Indien nodig, wordt de afzender om instructies gevraagd; deze instructies moeten overeenstemmen met de voorschriften van de Staat waar de zending is opgehouden. De afzender is verplicht de vracht en andere kosten welke zijn ontstaan tot het punt waar de zending is opgehouden alsmede de eventueel overeenkomstig artikel 24 te heffen boeten te betalen, ook dan, indien de geadresseerde de vervoerovereenkomst overeenkomstig artikel 31 gewijzigd heeft.

Betreft het echter voorwerpen waarvan het vervoer in één van de te doorlopen Staten aan de postrijzen is voorbehouden, dan kunnen deze zendingen onder rembours van de op de zending drukkende kosten aan de postrijzen worden overgedragen.

DCU 1 tot 4 ad. artikel 5 CIM : voorwaardelijk ten vervoer toegelaten voorwerpen.

1. Stoffelijke overschotten worden onder de volgende voorwaarden ten vervoer toegelaten :

1° de kosten moeten door de afzender worden betaald

2° remboursements en voorschotten zijn niet toegelaten;

3° de vrachtbrief mag niet de aanduiding "station restante", "kantoorliggend", bevatten;

4° het vervoer is onderworpen aan de wetten en reglementen van elke Staat, tenzij het tussen verschillende Staten door bijzondere verdragen is geregeld; begeleiding is niet vereist indien de afzender door een vermelding op de vrachtbrief op zich neemt, het stoffelijk overschot binnen de in het land van bestemming voorgeschreven termijn in ontvangst te doen nemen.

2. Op eigen wielen rollend spoorwagematerieel wordt onder de volgende voorwaarden ten vervoer toegelaten :

1° een spoorweg moet hebben vastgesteld dat het tot rijden in staat is en dit door een opschrift op het voertuig dan wel door een afzonderlijke verklaring hebben bevestigd;

2° locomotieven, tenders en motorwagens moeten worden begeleid door een door de afzender aangewezen deskundige die er voor dient te zorgen dat het voertuig in rijdbare staat blijft. Ander spoorwagematerieel kan worden begeleid.

3. Bovendien gelden voor de toelating ten vervoer van levende dieren de volgende voorwaarden :

1° de afzender moet zich houden aan de voorschriften van de veerartsenij kundige dienst van de Staten van afzending, bestemming en doorvoer;

2° la lettre de voiture ne doit pas contenir la mention "en gare (bureau restant)";

L'accompagnement n'est pas exigé pour les animaux vivants de petite taille, remis au transport dans un emballage.

4. Les conditions d'admission des envois dont le transport présente des difficultés particulières sont déterminées dans chaque cas par le chemin de fer, après consultation de l'expéditeur.

DCU ad article 6 CIM : tarifs, accords particuliers.

Les dépenses faites par les chemins de fer consistent notamment en droits de douane, d'octroi ou autres taxes administratives, frais de camionnage d'une gare à l'autre non indiqués par le tarif, frais de réparations à l'emballage extérieur ou intérieur des marchandises, nécessaires pour en assurer la conservation, frais de transbordement et de réfection du chargement, frais de réglage et autres dépenses analogues.

DCU ad article 7 CIM : unité de compte. Cours de conversion ou d'acceptation des monnaies.

Lorsque l'exécution des obligations résultant du contrat de transport nécessite la conversion d'une monnaie, le cours de conversion à utiliser est, réserve faite des prescriptions particulières prévues aux DCU 4 à l'article 14 et DCU 1 à l'article 29, celui qui est en vigueur :

— le jour de la conclusion du contrat de transport pour tous les frais pris en charge par l'expéditeur;

— le jour de l'arrivée de l'envoi à la gare destinataire pour tous les frais qui ne sont pas pris en charge par l'expéditeur.

Le chemin de fer chargé de la conversion fixe le cours, qui doit être publié d'une manière appropriée.

DCU 1 à 11 ad article 12 CIM : lettre de voiture.

1. Les chemins de fer publient les instructions relatives au remplissage des parties de la voiture qui intéressent directement l'expéditeur.

2. Avec une seule lettre de voiture peuvent être remis au transport :

a) les masses indivisibles et objets de dimensions exceptionnelles dont le chargement exige plus d'un wagon;

b) les envois chargés en plusieurs wagons, lorsque des dispositions particulières au trafic, des tarifs internationaux ou des accords entre les chemins de fer intéressés l'autorisent pour tout l'itinéraire. Dans ce cas, chaque wagon constitue un envoi distinct. Toutefois, les ordres ultérieurs visés aux articles 30 et 31 ne doivent pas avoir pour effet de dissocier les wagons remis au transport avec une seule lettre de voiture.

Sous le couvert d'une seule lettre de voiture, ne doivent pas être remises au transport :

a) des marchandises qui, en raison de leur nature, ne peuvent pas être chargées en commun sans inconvénients;

b) des marchandises dont le chargement incombe pour partie au chemin de fer et pour partie à l'expéditeur;

c) des marchandises dont le chargement en commun porterait atteinte aux prescriptions des douanes ou d'autres autorités administratives;

d) des marchandises admises au transport sous condition, lorsque leur chargement en commun ou avec d'autres marchandises est interdit en vertu du RID ou des accords et clauses tarifaires prévus à l'article 5, § 2.

3. Pour les transports qui empruntent des lignes comportant des voies d'écartement différent, le chargement effectué sur le chemin de fer expéditeur détermine le nombre de lettres de voiture à utiliser pour le parcours total.

Pour les transports en provenance d'une gare située sur une ligne à voie étroite (écartement inférieur à 1,435 m), le chargement effectué sur la ligne à voie plus large en jonction avec la ligne du chemin de fer à voie étroite détermine le nombre de lettres de voiture à utiliser pour le parcours total. Toutefois, la réglementation du chemin de fer expéditeur à voie étroite peut prescrire que le chargement effectué à la gare expéditrice détermine le nombre de lettres de voiture à utiliser pour le parcours total.

2° de vrachtbrieff mag niet de aanduiding "station restante", "kantoorliggend" bevatten.

Begeleiding is niet vereist voor levende dieren van kleine gestalte die in een verpakking ten vervoer worden aangeboden.

4. Voorwerpen waarvan het vervoer bijzondere moeilijkheden oplevert, worden ten vervoer toegelaten onder voorwaarden die door de spoorweg, na raadpleging van de afzender, voor elk geval worden vastgesteld.

DCU ad artikel 6 CIM : tarieven, bijzondere contracten.

De door de spoorweg gedane uitgaven bestaan voornamelijk uit belastingen, douane- en andere rechten, niet in het tarief aangegeven kosten voor het vervoer over de weg van het ene station naar het andere, kosten van voor het behoud van de goederen noodzakelijke herstellingen aan de uitwendige of inwendige verpakking, kosten voor het bij-ijzen en soortgelijke uitgaven.

DCU ad artikel 7 CIM : rekeneenheid. Omrekenings- of aannemingskoers.

Indien de uitvoering van de uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende verplichtingen de omrekening van een munt noodzakelijk maakt, wordt, onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen in DCU 4 tot artikel 14 en in DCU 1 tot artikel 29, de koers toegepast die is vastgesteld voor de dag waarop :

— de vervoerovereenkomst is gesloten, voor alle kosten die de afzender voor zijn rekening neemt;

— de zending op het station van bestemming aankomt, voor alle kosten die de afzender niet voor zijn rekening neemt.

De met de omrekening belaste spoorweg stelt de koers vast en maakt die op een daartoe geschikte wijze bekend.

DCU 1 tot 11 ad artikel 12 CIM : vrachtbrieff.

1. De spoorwegen publiceren de richtlijnen betreffende de invulling van de gedeelten van de vrachtbrieff die van direct belang zijn voor de afzender.

2. Met een zelfde vrachtbrieff mogen ten vervoer worden aangeboden :

a) ondeelbare voorwerpen en voorwerpen van uitzonderlijke afmetingen die op meer dan één wagen moeten worden geladen;

b) zendingen geladen in meer dan één wagen, indien bijzondere bepalingen voor het verkeer, internationale tarieven of overeenkomsten tussen de belanghebbende spoorwegen, dit voor de gehele vervoersweg toestaan. In dat geval vormt iedere wagen een afzonderlijke zending. Evenwel mogen nadere aanwijzingen zoals bedoeld in de artikelen 30 en 31 niet tot gevolg hebben dat de wagens die met een zelfde vrachtbrieff ten vervoer zijn aangeboden, worden gescheiden.

Met een zelfde vrachtbrieff mogen niet ten vervoer worden aangeboden :

a) goederen die door hun aard bezwaarlijk kunnen worden samengeladen;

b) goederen die gedeeltelijk door de spoorweg en gedeeltelijk door de afzender moeten worden geladen;

c) goederen waarvan de samenlading inbreuk zou maken op de voorschriften van de douane of andere overheidsinstanties;

d) de voorwaardelijk ten vervoer toegelaten goederen die krachtens het RID of de overeenkomsten en tariefbepalingen bedoeld in artikel 5, § 2 niet met elkaar of met andere goederen mogen worden samengeladen.

3. Voor zendingen over lijnen met verschillende spoorwijdte bepaalt de belading op de spoorweg van afzending het aantal vrachtbrieven dat voor het gehele traject moet worden gebezigd.

Voor zendingen afkomstig van een aan een lijn met smalspoor (spoorwijdte van minder dan 1,435 m) gelegen station bepaalt de belading op de lijn met bredere spoorwijdte die aansluit op de lijn met smalspoor het aantal vrachtbrieven dat gebezigd moet worden voor het gehele traject. Evenwel kunnen de reglementen van de spoorweg van afzending van de lijn met smalspoor voorschrijven dat de belading op het station van afzending het aantal vrachtbrieven bepaalt, dat voor het gehele traject moet worden gebezigd.

4. Les chemins de fer publient le modèle de la lettre de voiture, qui doit pouvoir être rempli par décalque. La formule est imprimée sur papier à écrire blanc, résistant, non transparent. Le feuillet qui est remis au destinataire est désigné comme "original de la lettre de voiture", celui qui reste entre les mains de l'expéditeur est appelé "duplicata de la lettre de voiture".

5. Pour la publication du modèle de la lettre de voiture, les chemins de fer observent la procédure fixée par leur droit national.

6. Les organisations ferroviaires compétentes se mettent en rapport avec les principales associations internationales des usagers ainsi qu'avec les organisations internationales ayant compétence en matière de douane avant d'apporter des modifications aux parties de la lettre de voiture qui intéressent directement l'expéditeur ou les autorités douanières.

7. Les lettres de voiture doivent être certifiées conformes à la formule prescrite par l'apposition, le cas échéant aux frais du requérant, du timbre de contrôle d'un chemin de fer.

8. Le modèle détermine quelles sont les parties du document qui doivent être remplies par l'expéditeur d'une part, et, en règle générale, par le chemin de fer d'autre part. Les inscriptions portées sur la lettre de voiture doivent être parfaitement lisibles sur tous les feuillets de la formule.

Lorsque la lettre de voiture ne prévoit pas, pour certaines inscriptions de l'expéditeur, un emplacement spécialement réservé à cet effet, l'expéditeur les portera dans l'emplacement prévu pour ses déclarations, à moins que le tarif international applicable ne prescrive d'utiliser un autre emplacement.

9. Les inscriptions sur la lettre de voiture doivent être écrites ou imprimées en caractères indélébiles. Les lettres de voiture surchargées, grattées, ou celles sur lesquelles des morceaux de papier ont été collés ne sont pas admises. Les ratures sont tolérées à la condition que l'expéditeur les approuve par sa signature et qu'il inscrive les quantités rectifiées en toutes lettres, quand il s'agit du nombre ou de la masse des colis.

10. Lors de la livraison, l'ayant droit peut demander que le chemin de fer reporte les indications relatives aux prolongations du délai de livraison du verso du feuillet qui est conservé par le chemin de fer destinataire au verso de l'original de la lettre de voiture. En lieu et place du report de ces indications, le chemin de fer peut lui en remettre une photocopie.

Pendant un délai de trois mois après l'arrivée de la marchandise, l'ayant droit peut en outre demander, dans des cas justifiés, à prendre connaissance du feuillet de la lettre de voiture conservé par le chemin de fer destinataire, qui contient également les timbres de transit. Le chemin de fer peut soit l'autoriser à consulter ce document dans ses propres locaux, soit le lui communiquer temporairement, soit lui en remettre une photocopie.

11. Les inscriptions portées sur la lettre de voiture par l'expéditeur peuvent être rédigées en caractères autres que latins, à condition qu'elles le soient dans une des langues officielles de l'Etat de départ et qu'elles soient traduites dans une des langues de travail de l'Organisation (français ou allemand).

DCU 1 à 10 ad article 13 CIM : teneur de la lettre de voiture.

1. La désignation de la gare destinataire doit comporter les spécifications nécessaires pour éviter toute confusion entre les diverses gares desservant soit une même localité, soit des localités portant le même nom ou un nom analogue.

Lorsque la gare expéditrice constate que les indications relatives à la désignation de la gare destinataire sont inexactes ou incompatibles ou que, pour des envois destinés à des localités desservies par plusieurs gares, la gare destinataire n'est pas désignée d'une façon suffisamment précise pour qu'il soit possible de la déterminer avec certitude, elle doit attirer l'attention de l'expéditeur sur l'irrégularité. Si l'expéditeur ne rectifie ou ne complète pas la lettre de voiture ou s'il ne peut plus être joint, la lettre de voiture est néanmoins acceptée et le chemin de fer choisit la gare sur laquelle l'envoi doit être acheminé.

2. L'inscription comme destinataire de la gare ou d'un agent de la gare destinataire n'est admise que si le tarif applicable ou d'autres prescriptions le prévoient expressément ou si l'expéditeur présente à la gare expéditrice une autorisation écrite du chemin de fer destinataire.

4. De spoorweg publiceert het model van de vrachtbriefformulier die door middel van de doorschrijfmethode moet kunnen worden ingevuld. Het vrachtbriefformulier moet worden gedrukt op stevig ondoorzichtig wit papier. Het blad dat aan de geadresseerde wordt overhandigd, wordt "originale vrachtbrief" genoemd en het blad dat in het bezit van de afzender blijft, "duplicaat-vrachtbrief".

5. Voor de publicatie van het model van de vrachtbrief moeten de spoorwegen de handelwijze volgen die is vastgelegd in hun nationale recht.

6. Alvorens wijzigingen aan te brengen in die delen van de vrachtbriefformulier van direct belang zijn voor de afzender of voor de douaneautoriteiten,ullen de bevoegde spoorweginstanties zich in verbinding stellen met de belangrijkste internationale instanties die de belangen van de verladers behartigen alsmede met de internationale organisaties die op het gebied van douaneaangelegenheden tot oordelen bevoegd zijn.

7. De vrachtbrieven moeten, als bewijs dat zij overeenstemmen met het voorgeschreven model, eventueel op kosten van de aanvrager, gewaarmerkt worden met het controlestempel van een spoorweg.

8. Het model van de vrachtbrief moet aangeven welke delen van het formulier door de afzender en welke delen in de regel door de spoorweg ingevuld moeten worden. De op de vrachtbrief aangebrachte aanduidingen moeten op alle bladen van het formulier goed leesbaar zijn.

Indien op de vrachtbrief voor het aanbrengen van bepaalde aanduidingen door de afzender geen speciaal daarvoor bestemd vak voorkomt, moet de afzender deze aanduidingen vermelden in het vak dat bestemd is voor het vermelden van verklaringen door de afzender, tenzij het toe te passen internationale tarief voorschrijft hiervoor een ander vak te gebruiken.

9. De op de vrachtbrieven vermelde aanduidingen moeten onuitwisbaar geschreven of gedrukt zijn. Het is niet geoorloofd in vrachtbrieven over woorden heen te schrijven, daarin te raderen of er stukken papier op te plakken. Doorhalingen worden slechts toegelaten als de afzender deze met zijn handtekening bekrachtigt en hij, indien het het aantal of de massa van de colli betreft, de verbeterde hoeveelheden voluit in letterschrift vermeldt.

10. Bij de aflevering kan de rechthebbende van de spoorweg verlangen dat deze de aanduidingen aangaande de verlengingen van de leverings termijn van de keerzijde van het blad van de vrachtbrief dat door de spoorweg van aankomst wordt bewaard, overbrengt op de keerzijde van de originele vrachtbrief. In plaats van het overbrengen van deze aanduidingen kan de spoorweg hem een fotocopie verstrekken.

Gedurende een termijn van drie maanden na aankomst van het goed kan de rechthebbende in gewettigde gevallen bovendien verzoeken kennis te mogen nemen van het blad van de vrachtbrief dat door de spoorweg van aankomst wordt bewaard en waarop ook de overgangsstempels zijn aangebracht. Het staat de spoorweg vrij hem te machtigen dit blad in zijn lokalen te raadplegen, het hem tijdelijk af te staan dan wel hem een fotocopie te verstrekken.

11. De aanduidingen die door de afzender op de vrachtbrief worden aangebracht, mogen zijn gesteld in andere dan Latijnse schrifttekens onder voorwaarde dat zij dit zijn in één van de officiële talen van de Staat van afzending en dat zij vertaald zijn in één van de werktalen van de Organisatie (Frans of Duits).

DCU 1 tot 10 ad artikel 13 CIM : inhoud van de vrachtbrief.

1. De aanduiding van het station van bestemming dient alle gegevens te bevatten die noodzakelijk zijn om te vermijden dat verschillende stations in eenzelfde plaats of in plaatsen met dezelfde of bijna dezelfde naam met elkander worden verward.

Indien het station van afzending vaststelt dat de gegevens betreffende het station van bestemming onjuist of onverenigbaar zijn of dat voor zendingen bestemd voor plaatsen waarin meerdere stations zijn gelegen, het station van bestemming niet nauwkeurig genoeg is aangegeven om het met zekerheid te kunnen vaststellen, dient het de aandacht van de afzender op deze onregelmatigheid te vestigen. Indien de afzender de vrachtbrief niet wijzigt of aanvult of indien hij niet meer bereikbaar mocht zijn, wordt de vrachtbrief toch aangenomen en kiest de spoorweg het station waarheen de zending moet worden vervoerd.

2. Het aanwijzen van het station van bestemming of van een ambtenaar van dit station als geadresseerde is slechts toegestaan als het toe te passen tarief of andere voorschriften dit uitdrukkelijk voorzien of als de afzender aan het station van afzending een schriftelijke machtiging van de

Les adresses n'indiquant pas le nom du destinataire telles que "à l'ordre de ..." ou "au porteur du duplicata de la lettre de voiture" ne sont pas autorisées.

L'expéditeur inscrit si possible en lettre de voiture, à la suite du nom et de l'adresse du destinataire, le numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de celui-ci, son adresse télégraphique et si possible, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à cet effet, le code-client du destinataire.

3. L'expéditeur doit désigner les marchandises admises au transport sous condition conformément à l'article 5, § 1er, a, et § 2, sous le nom prescrit pour elles, les autres marchandises, lorsque l'expéditeur demande l'application d'un tarif déterminé, sous le nom prévu dans ce tarif, et dans tous les autres cas, sous la dénomination correspondant à leur nature, usitée par le commerce dans l'Etat de départ. La désignation de la marchandise peut être complétée par le code de la Nomenclature commune des marchandises (NCM).

4. Lors de la remise au transport d'une marchandise dans un emballage muni d'une estampille de qualité ou d'agrément internationale apposée sous le contrôle d'un chemin de fer, l'expéditeur doit, s'il veut profiter des avantages accordés par le chemin de fer en cas d'utilisation de tels emballages, mentionner sur la lettre de voiture, dans l'emplacement prévu pour la désignation de la marchandise, que l'emballage est muni d'une estampille de qualité ou d'agrément. Cette mention doit être libellée comme suit : "Emballage estampillé UIC".

5. Lorsque les lois ou règlements de l'Etat de départ autorisent l'expéditeur à remettre ses envois sans mention de la masse ou de l'indication en tenant lieu, cette masse ou cette indication doit être inscrite par le chemin de fer expéditeur.

6. L'expéditeur doit inscrire dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à cet effet, le numéro du wagon de la façon suivante : 0185 137 0315 9.

7. S'il le juge utile, l'expéditeur complète son adresse par son numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur et son adresse télégraphique. Il inscrit si possible également son code-client dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à cet effet.

8. Les autres inscriptions à porter, s'il y a lieu, sur la lettre de voiture, sont notamment les suivantes :

a) la mention "en gare (bureau restant)" ou la mention "livrable à domicile", dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la désignation de la gare destinataire, à la condition que ces modes de livraison soient admis à la gare destinataire;

b) la mention selon laquelle l'envoi doit être livré sur un embranchement du destinataire, inscrite à la suite de la désignation de la gare destinataire, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à cette désignation;

c) les tarifs à appliquer, notamment les tarifs spéciaux ou exceptionnels prévus à l'article 27, § 4, c, et à l'article 45;

d) le montant en chiffres représentant l'intérêt à la livraison déclaré conformément à l'article 16;

e) les frais que l'expéditeur prend à sa charge conformément à l'article 15;

f) le montant en chiffres du remboursement et des débours conformément à l'article 17;

g) l'itinéraire prescrit conformément à l'article 14, § 1er, la désignation des gares où doivent s'accomplir les formalités de douane ou d'autres autorités administratives, et en outre, en trafic avec le Royaume-Uni et l'Irlande, la désignation de la ou des lignes de navigation par lesquelles le transport doit être acheminé;

h) les indications relatives aux formalités exigées par les douanes ou d'autres autorités administratives conformément à l'article 26, § 3, étant entendu que la désignation du bureau de dédouanement qui figure seulement sur les documents de douane ou qui est portée dans un emplacement de la lettre de voiture autre que celui qui est réservé aux déclarations de l'expéditeur n'engage pas la responsabilité du chemin de fer et que la désignation d'une gare portée dans l'emplacement de la lettre de voiture prévu pour l'inscription de l'itinéraire et des tarifs ne compte pas non plus comme désignation de la gare où doivent être accomplies les formalités de douane;

spoorweg van bestemming overlegt. Adressen die niet de naam van de geadresseerde aangeven, zoals "aan de order van ..." of "aan de houder van de duplicaatvrachtbrief", zijn niet geoorloofd.

Indien mogelijk, vermeldt de afzender op de vrachtbrief na de naam en het adres van de geadresseerde tevens het telefoon-, telex- of faxnummer van laatstgenoemde, zijn telegramadres en, zo mogelijk, in het daarvoor bestemde vak, de klantencode van de geadresseerde.

3. De afzender dient de krachtens artikel 5, § 1, a en § 2 voorwaardelijk ten vervoer toegelaten goederen aan te duiden met de daartoe voorgescreven benaming; de overige goederen met de naam, voorkomend in een bepaald tarief indien de afzender de toepassing van dit tarief vraagt en alle overige goederen met de in de Staat van afzending gebruikelijke handelsbenaming die beantwoordt aan hun aard. De omschrijving van de goederen kan worden aangevuld met de code uit de Gemeenschappelijke Goederenaamlijst (NCM).

4. De afzender moet bij de aanbieding ten vervoer van een goed in een verpakking die voorzien is van een onder het toezicht van een spoorweg aangebracht internationaal kwaliteits- of erkenningsstempel, indien hij gebruik wil maken van de door de spoorweg toegestane voordelen bij toepassing van dergelijke verpakkingen, op de vrachtbrief in het vak bestemd voor de omschrijving van het goed vermelden dat de verpakking van een dergelijk kwaliteits- of erkenningsstempel is voorzien. Deze aanduiding moet als volgt luiden : "Gestempelde UIC-verpakking/Emballage estampillé UIC/Verpakking UIC-gestempeld".

5. Indien de wetten of reglementen van het land van afzending de afzender toestaan zijn zendingen zonder vermelding van de massa of een daarvoor in de plaats tredende aanduiding ten vervoer aan te bieden, wordt de massa of die aanduiding door de spoorweg van afzending ingevuld.

6. De afzender moet op de vrachtbrief in het daardoor bestemde vak het wagenkenmerk op de volgende wijze vermelden : 0185 137 0315 9.

7. Naar eigen oordeel kan de afzender zijn adres aanvullen met zijn telefoon-, telex- of faxnummer en zijn telegramadres. Zo mogelijk vult hij in het daarvoor bestemde vak op de vrachtbrief ook zijn klantencodenummer in.

8. De andere aanduidingen die, indien nodig, op de vrachtbrief dienen te worden vermeld, zijn met name de volgende :

a) de vermelding "station restante" of de aanduiding "bestellen" in het vak op de vrachtbrief dat bestemd is voor de vermelding van het station van bestemming, mits een dergelijke wijze van aflevering op het station van bestemming is toegestaan;

b) de aanduiding dat de zending afgeleverd dient te worden op een spooraanluiting van de geadresseerde; deze aanduiding dient achter de naam van het station van bestemming in het daartoe aangewezen vak te worden vermeld;

c) de toe te passen tarieven, met name de speciale of uitzonderings-tarieven bedoeld in artikel 27, § 4, c en in artikel 45;

d) het bedrag in cijfers van het overeenkomstig artikel 16 aangegeven belang bij de aflevering;

e) de kosten die de afzender overeenkomstig artikel 15 voor zijn rekening neemt;

f) het bedrag in cijfers van het remboursement en van het voorschot overeenkomstig artikel 17;

g) de overeenkomstig artikel 14, § 1 voorgeschreven vervoersweg en de aanduiding van de stations waar de behandeling door de douane en andere overheidsinstanties moet plaatsvinden en, in verkeer met Verenigd Koninkrijk en Ierland, bovendien de aanduiding van de scheepvaartlijn of -lijnen, waarmede het vervoer dient te geschieden;

h) de aanduidingen die betrekking hebben op het vervullen van de formaliteiten vereist door de douane of andere overheidsinstanties, overeenkomstig artikel 26, § 3. Een aanduiding van het kantoor waar de douaneformaliteiten moeten worden vervuld welke alleen op de douaneclassificatie voorkomt of op de vrachtbrief in een ander dan het voor de verklaringen van de afzender bestemde vak is vermeld, legt de spoorweg geen verplichting op. Evenmin geldt de vermelding op de vrachtbrief van de vervoersweg en de toe te passen tarieven als voorschrift van het station waar de douaneformaliteiten moeten worden vervuld.

i) la mention que le destinataire n'a pas le droit de modifier le contrat de transport, inscrite avec le libellé suivant: "Destinataire non autorisé à donner des ordres ultérieurs" dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé aux déclarations de l'expéditeur;

j) pour tous les envois accompagnés dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé aux déclarations de l'expéditeur, le nombre de convoyeurs, ou le cas échéant si un convoi commun à plusieurs envois est admis par le chemin de fer, la mention inscrite sur chaque lettre de voiture "... convoyeur(s) commun(s) pour ... wagons" ou la mention "sans convoyeur" lorsque, conformément à l'article 5, § 1er, b, deuxième alinéa, une escorte n'est pas exigée ou qu'il y est renoncé;

k) le nombre et la désignation des sceaux apposés par l'expéditeur sur les wagons conformément à l'article 20, § 5, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la désignation de la marchandise.

9. Outre les mentions prévues aux §§ 1er et 2 et dans le RIP et le RiCo, l'expéditeur doit indiquer sur la lettre de voiture, s'il y a lieu :

a) pour les agrès de chargement appartenant au chemin de fer, par exemple : bâches, chaînes, prolonges, etc. :

— dans l'emplacement réservé à cet effet : leur catégorie, leur marque de propriété et leur numéro (pour les agrès de chargement non numérotés, l'indication de la catégorie doit être précédée de leur nombre);

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre et leur désignation (séparément, selon la catégorie);

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare;

b) pour les agrès de chargement de particuliers, les matières qui servent à protéger la marchandise contre la chaleur ou le froid et les autres engins de particuliers désignés dans les tarifs :

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre, leur désignation (séparément, selon la catégorie) et, le cas échéant, leur numéro ou leur signe;

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare.

c) pour les palettes échangeables, marquées "EUR", à échanger dans le cadre du pool européen des palettes plates ou du pool européen des box-palettes :

— dans l'emplacement réservé à l'indication des palettes échangeables :

le nombre de palettes plates "EUR" en regard du symbole

le nombre de box-palettes "EUR" en regard du symbole



— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre et leur désignation (séparément, selon la catégorie);

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare;

d) pour les palettes échangeables, marquées "EUR" qui ne sont pas à échanger dans le cadre du pool européen des palettes plates ou du pool européen des box-palettes :

— dans l'emplacement réservé à l'indication des palettes échangeables une croix de Saint-André en lieu et place du nombre des palettes, en regard du symbole correspondant;

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre et leur désignation (séparément, selon la catégorie) ainsi que la mention "sans échanges";

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare;

e) pour les palettes plates ou les box-palettes non échangeables, appartenant au chemin de fer et admises en trafic international :

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre, leur désignation, leur numéro et la marque de propriété du réseau;

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare;

i) de la mention que le destinataire n'a pas le droit de modifier le contrat de transport, inscrite avec le libellé suivant: "Destinataire non autorisé à donner des ordres ultérieurs" dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé aux déclarations de l'expéditeur;

j) pour tous les envois accompagnés dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé aux déclarations de l'expéditeur, le nombre de convoyeurs, ou le cas échéant si un convoi commun à plusieurs envois est admis par le chemin de fer, la mention inscrite sur chaque lettre de voiture "... convoyeur(s) commun(s) pour ... wagons" ou la mention "sans convoyeur" lorsque, conformément à l'article 5, § 1er, b, deuxième alinéa, une escorte n'est pas exigée ou qu'il y est renoncé;

k) le nombre et la désignation des sceaux apposés par l'expéditeur sur les wagons conformément à l'article 20, § 5, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la désignation de la marchandise.

9. Behalve de in §§ 1 en 2 alsmede de in het RIP en het RiCo voorgeschreven aanduidingen moet de afzender, zo nodig, op de vrachtbrief vermelden :

a) voor de aan de spoorweg toebehorende ladingsbenodigdheden zoals dekkleden, kettingen, bindtouwen, enz. :

— in het daarvoor bestemde vak: de soort, het eigendomsmerk en het nummer (bij ladingsbenodigdheden die niet van een nummer zijn voorzien, moet voor de soort het aantal worden vermeld);

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed; het aantal en de omschrijving (onderverdeeld naar soort);

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

b) voor aan particulieren toebehorende ladingsbenodigdheden, voorwerpen dienende tot beschutting tegen warmte of koude en andere aan particulieren toebehorende toestellen die in het tarief zijn omschreven :

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed; het aantal en de omschrijving (onderverdeeld naar soort) en in voorkomend geval, het nummer of kenmerk;

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

c) voor "EUR"-uitwisselingspallets die binnen de Europese pool voor platte pallets of de Europese pool voor boxpallets worden uitgewisseld :

— in het vak bestemd voor het vermelden van de uitwisselingspallets :

vóór het symbool



het aantal platte "EUR"-pallets

vóór het symbool



het aantal "EUR"-boxpallets

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli; aard van de verpakking en omschrijving van het goed; het aantal en de omschrijving (onderverdeeld naar soort);

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

d) voor "EUR"-uitwisselingspallets die niet binnen de Europese pool voor platte pallets of de Europese pool voor boxpallets worden uitgewisseld :

— in het vak bestemd voor de vermelding van de uitwisselingspallets: een liggend kruis in plaats van het vóór het in aanmerking komende symbool te vermelden aantal;

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed : het aantal en de omschrijving (onderverdeeld naar soort) alsmede de aanduiding "zonder uitwisseling" (sans échange/ohne Tausch);

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

e) voor niet uitwisselbare platte pallets of boxpallets die aan de spoorweg toebehoren en in internationaal verkeer zijn toegelaten :

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed : het aantal, de omschrijving, het nummer en het eigendomsmerk van de spoorweg;

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

f) pour les palettes plates ou les box-palettes de particuliers agréées par le chemin de fer, portant le signe [P] :

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise leur nombre, leur désignation (séparément, selon la catégorie), la marque du réseau qui les a agréées, le signe [P] et le cas échéant, leur numéro;

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare;

g) pour les palettes de particuliers spéciales, ne portant pas le signe [P] et admises par le chemin de fer en trafic par wagons complets :

— dans l'emplacement réservé à l'indication du nombre de colis, de la nature de l'emballage et de la désignation de la marchandise : leur nombre, leur désignation (séparément, selon la catégorie), la marque du réseau qui les a admises et le numéro d'admission, par exemple : "... palettes plates de particuliers spéciales - marque du réseau - numéro d'admission";

— dans l'emplacement réservé à l'indication de la masse : leur tare.

Les tares sont à inscrire au-dessous de l'indication de masse, selon le § 1er, d, qui comprend la masse de la marchandise ainsi que, le cas échéant, la masse des emballages et celle des palettes de particuliers non agréées par le chemin de fer.

10. Lorsque l'espace réservé dans la lettre de voiture pour les indications de l'expéditeur est insuffisant, il y a lieu d'utiliser des feuilles complémentaires, qui deviennent parties intégrantes de la lettre de voiture. Ces feuilles complémentaires doivent avoir le même format que la lettre de voiture et être établie par décalque en autant d'exemplaires que la lettre de voiture en comporte. La lettre de voiture doit mentionner l'existence des feuilles complémentaires. Si la masse totale de l'envoi est indiquée, cette indication doit être portée sur la lettre de voiture même.

DCU 1 à 4 ad article 14 CIM : itinéraire et tarifs applicables.

1. Les indications d'une portée générale telles que "itinéraire le plus court", "tarif le plus réduit" ne lient pas le chemin de fer.

2. L'expéditeur a le droit, conformément aux Règles uniformes et aux conditions indiquées ci-après, de demander en lettre de voiture le réglage en cours de route.

Le réglage ne peut être demandé que dans les gares spécialement désignées à cet effet par les chemins de fer; ces gares sont, sur demande, portées à la connaissance de l'expéditeur par la gare expéditrice.

L'expéditeur doit désigner en lettre de voiture le mandataire chargé d'effectuer les opérations de réglage. Le chemin de fer peut exiger que ce mandataire soit agréé par lui. L'expéditeur doit présenter la demande de réglage en inscrivant, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à ses déclarations, la mention "Réglage à ... (gare) par ... (mandataire désigné c'est-à-dire, selon le cas, une entreprise privée ou le chemin de fer, si ce dernier se charge du réglage).

Les chemins de fer indiquent, le cas échéant, dans leurs tarifs si et à quelles conditions des ordres de réglage sont acceptés de l'expéditeur, du destinataire autorisé à disposer ou du mandataire de l'un d'eux sans que cette opération ait été revendiquée en lettre de voiture.

3. L'expéditeur a le droit d'indiquer sur la lettre de voiture, dans l'emplacement réservé à ses déclarations, les gares où des soins doivent être donnés aux animaux vivants. Ces soins, tels que l'affouragement et l'abreuvement, ne peuvent être demandés que dans des gares spécialement désignées à cet effet par les chemins de fer, ces gares sont, sur demande, portées à la connaissance de l'expéditeur par la gare expéditrice.

4. Pour le calcul de la différence du prix de transport à rembourser conformément aux §§ 6 et 7, le cours de conversion à appliquer est celui prévu à la DCU 2 à l'article 29.

f) voor platte pallets en voor boxpallets die toebehoren aan particulieren, door de spoorweg zijn aanvaard en voorzien zijn van het teken [P] :

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed : het aantal, de omschrijving (onderverdeeld naar soort), het kenteken van de spoorweg die ze heeft aanvaard, het teken [P] en, in voorkomend geval, het nummer;

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

g) voor bijzondere aan particulieren toebehorende pallets die niet van het teken [P] zijn voorzien en die door de spoorweg in het wagenladingsverkeer zijn toegelaten :

— in het vak bestemd voor het vermelden van het aantal colli, de aard van de verpakking en de omschrijving van het goed : het aantal, de omschrijving (onderverdeeld naar soort) de afkorting van de spoorweg die ze toegelaten heeft en het nummer waarmee ze zijn toegelaten, bij voorbeeld ... platte bijzondere particuliere pallets - afkorting van de spoorweg - het nummer waarmee ze zijn toegelaten) (... pallets plates de particuliers - marque du réseau - numéro d'admission) (private Sonderflachpalletten - Kurzbezeichnung der Bahn - Zulassungsnummer);

— in het vak bestemd voor het vermelden van de massa : de eigen massa.

De eigen massa moet worden vermeld onder de aanduiding van de massa, overeenkomstig § 1, d die de massa van het goed en, in voorkomend geval, de massa van de verpakking en van de door de spoorweg niet aanvaarde, aan particulieren toebehorende pallets inhoudt.

10. Indien de op de vrachtbrief voor de aanduidingen van de afzender bedoelde ruimte onvoldoende is, moeten aanvullingsbladen worden gebruikt die een integrerend doel uitmaken van de vrachtbrief. Deze aanvullingsbladen moeten hetzelfde formaat hebben als de vrachtbrief en door middel van de doorschrijfmethode in evenveel exemplaren worden opgemaakt als de vrachtbrief er omvat. Op de vrachtbrief moet naar deze aanvullingsbladen worden verwezen. Indien de totale massa van de zending wordt aangegeven, moet deze aanduiding op de vrachtbrief zelf worden vermeld.

DCU 1 tot 4 ad artikel 14 CIM : vervoersroute en toe te passen tarieven.

1. Aanduidingen van algemene aard zoals "Kortste route", "goedkoopste tarief" leggen de spoorweg geen verplichting op.

2. De afzender heeft, overeenkomstig de Uniforme Regelen en de hierna vermelde voorwaarden, het recht op de vrachtbrief het bij-ijzen onderweg te vragen.

Het bij-ijzen kan slechts worden verzocht op speciaal voor dat doel door de spoorweg aangewezen stations; deze stations worden de afzender op zijn verzoek door het station van afzending medegedeeld.

De afzender moet op de vrachtbrief de gevolmachtigde die belast is met de werkzaamheden van het bij-ijzen aanwijzen. De spoorweg kan verlangen dat deze gevolmachtigde door hem is toegelaten. De afzender moet het verzoek tot bij-ijzen doen door op de vrachtbrief in het vak bestemd voor het vermelden van zijn verklaringen te vermelden : "Bij-ijzen te ..... (station) door ... (aangewezen gevolmachtigde d.w.z. naargelang het geval : een particuliere onderneming of de spoorweg indien deze laatste zich met het bij-ijzen belast)/Réglage à ... par ... /Nachbeeisung in ... durch ...".

De spoorwegen vermelden zonodig in hun tarieven of en onder welke voorwaarden opdrachten tot het bij-ijzen worden aangenomen van de afzender, van de geadresseerde die gemachtigd is te beschikken of van een door hen gemachtigde zonder dat deze behandeling op de vrachtbrief werd verzocht.

3. De afzender heeft het recht op de vrachtbrief in het vak bestemd voor het vermelden van zijn verklaringen de stations aan te geven waar levende dieren moeten worden verzorgd. Deze verzorging, zoals het voeren en drenken, kan slechts worden gevraagd op speciaal daartoe door de spoorweg aangewezen stations; deze stations worden de afzender op zijn verzoek door het station van afzending medegedeeld.

4. Voor de berekening van een overeenkomstig §§ 6 en 7 terug te betalen vrachtverschil wordt als herleidingskoers genomen de koers overeenkomstig het bepaalde in DCU 2 tot artikel 29.

DCU 1 à 4 ad article 15 CIM : paiement des frais.

1. Les frais du reglage revendiqué conformément à la DCU 2 à l'article 14 sont décomptés sur la lettre de voiture et payés par l'expéditeur conformément à la mention d'affranchissement ou mis à la charge du destinataire, sauf si l'ayant droit, en même temps qu'il donne l'ordre du reglage, précise qu'il paiera directement les frais à l'entreprise de reglage.

2. Les mentions conformes au § 2, a, b et c ne peuvent se combiner.

Lorsque l'expéditeur ne veut pas prendre de frais à sa charge, il ne doit porter aucune indication dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la mention d'affranchissement.

Lorsque la gare expéditrice constate que, dans cet emplacement :

— l'expéditeur a porté une croix en regard de plus d'une des mentions correspondant au § 2, a, b et c ;

— la croix, telle qu'elle a été portée, ne permet pas d'interpréter clairement la volonté de l'expéditeur ;

— les autres inscriptions qui y ont été portées prêtent à confusion ou sont incompatibles,

elle invite l'expéditeur à rectifier ou à préciser ses inscriptions (voir aussi DCU 9 ad article 12). Lorsque l'expéditeur ne donne pas suite à cette invitation ou ne peut plus être joint, la totalité des frais est considérée comme mise à la charge du destinataire.

3. Lorsque l'expéditeur a choisi la mention selon § 2, a, en inscrivant une croix dans l'emplacement de la lettre de voiture correspondant à cette mention, sans avoir complété par d'autres inscriptions la mention d'affranchissement préimprimée, cela veut dire qu'il prend à sa charge uniquement le prix de transport jusqu'à la gare destinataire.

4. Pour l'application des mentions "franco de port y compris..." (2° du § 2, a et "franco de port y compris ... jusqu'à X" (4° du § 2, a), les dispositions suivantes font règle :

a) Conformément au § 1er, les frais comprennent, outre le prix de transport :

— les frais accessoires ;

— les droits de douane ;

— les autres frais survenant à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison (cf. article 6, § 9).

b) Si l'expéditeur veut prendre à sa charge les droits de douane, il doit l'indiquer expressément dans la mention d'affranchissement. Les droits de douane comprennent le montant total des droits de douane et des autres sommes à payer à la douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), qui est considérée comme une catégorie séparée.

c) Si l'expéditeur restreint l'affranchissement à une partie du parcours (mention "franco de port y compris ..... jusqu'à X"), cette restriction s'applique tant au port qu'aux autres frais inclus dans la mention d'affranchissement.

d) Les adjonctions ne doivent pas avoir pour effet de diviser le montant total d'une même catégorie de frais relative au parcours délimité, le cas échéant, par la mention "jusqu'à X".

e) En se fondant sur la liste des codes unifiés des frais accessoires, droits de douane et autres frais, publiée par le chemin de fer, l'expéditeur peut, en cas de paiement des frais conformément au § 2, a, 2° ou 4°, indiquer les adjonctions, dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la mention d'affranchissement en regard de la mention correspondante, soit en codes, soit en lettres, soit à la fois en codes et en lettres en séparant les différentes catégories de frais par le signe "+". En désignant les catégories de frais par des lettres et des codes, l'expéditeur fera toujours précéder les lettres par le code correspondant.

Le chemin de fer peut utiliser uniquement des codes pour désigner les frais accessoires, droits de douane et autres frais, dans les sections de taxation de la lettre de voiture.

DCU ad article 17 CIM : remboursement et débours.

L'original de la lettre de voiture ou le duplicata, portant indication d'un remboursement et munis du timbre à date ou de l'indication de la machine comptable, servent de preuve à l'ayant droit que la marchandise a été

DCU 1 tot 4 ad artikel 15 CIM : betaling van de kosten.

1. De kosten van het overeenkomstig DCU 2 tot artikel 14 gevorderde bij-ijzen worden op de vrachtbrief verrekend en door de afzender overeenkomstig het frankeringsvoorschrift betaald of ten laste van de geadresseerde gebracht, behalve indien de rechthebbende gelijktijdig met het geven van de opdracht tot het bij-ijzen nauwkeurig aangeeft dat hij de kosten rechtstreeks aan de onderneming die bij-ijzen verzorgt, zal betalen.

2. De aanduidingen overeenkomstig § 2, a, b en c kunnen niet worden gecombineerd.

Indien de afzender geen kosten voor zijn rekening wil nemen, moet hij op de vrachtbrief in het vak bestemd voor het vermelden van het frankeringsvoorschrift geen aanduidingen aanbrengen.

Indien door het station van afzending wordt vastgesteld dat in dit vak :

— door de afzender een kruis is geplaatst voor meer dan één voorschrift § 2, a, b en c ;

— het kruis zodanig is aangebracht dat de bedoeling van de afzender daaruit niet duidelijk blijkt ;

— de overige daarin vermelde aanduidingen onduidelijk of met elkaar in strijd zijn,

verzoekt het de afzender zijn vermeldingen te verbeteren of te verduidelijken (zie ook DCU 9 ad artikel 12). Indien de afzender geen gevolg geeft aan dit verzoek of indien hij niet meer bereikbaar mocht zijn, worden alle kosten geacht ten laste van de geadresseerde te zijn gebracht.

3. Heeft de afzender de aanduiding overeenkomstig § 2, a gekozen door op de vrachtbrief in het vak voor het vermelden van het frankeringsvoorschrift een kruis aan te brengen vóór de desbetreffende voorgedrukte aanduiding en heeft hij dit voorgedrukte frankeringsvoorschrift niet aangevuld met andere aanduidingen, dan betekent dit dat hij slechts de vracht tot het station van bestemming voor zijn rekening neemt.

4. Ten aanzien van de toepassing van de aanduidingen "franco vracht met inbegrip van ..." (§ 2, a, 2°) en "franco vracht met inbegrip van ... tot X" (§ 2, a, 4°) geldt het volgende :

a) volgens § 1 omvatten de kosten behalve de vracht :

— de bijkomende kosten ;

— de douanerechten ;

— de andere kosten die ontstaan van de aanneming ten vervoer tot aan de aflevering (zie ook artikel 6, § 9) ;

b) wil de afzender de douanerechten voor zijn rekening nemen, dan moet hij dit uitdrukkelijk in het frankeringsvoorschrift vermelden. De douanerechten omvatten het totale bedrag van de douanerechten en andere bedragen die aan de douane moeten worden betaald met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde (BTW) die als een afzonderlijke kostensoort wordt beschouwd ;

c) indien de afzender de frankering beperkt tot een gedeelte van het traject (aanduiding "franco vracht met inbegrip van ... tot X"), geldt deze beperking zowel ten aanzien van de vracht als van de overige, in het frankeringsvoorschrift vermelde kosten ;

d) de toevoegingen mogen niet tot gevolg hebben dat het totale bedrag van een zelfde soort kosten die betrekking hebben op het eventueel door de aanduiding "tot X" begrensde traject, gesplitst wordt ;

e) indien de spoorweg een lijst van uniforme codenummers van bijkomende kosten, douanerechten en andere kosten heeft gepubliceerd, staat het de afzender vrij ingeval van betaling van de kosten volgens § 2, a, 2 of 4, op de vrachtbrief in het vak bestemd voor het frankeringsvoorschrift, de toevoegingen in codenummers, in letters of in codenummers en letters te vermelden. Hierbij moeten de vermeldingen van de verschillende soorten kosten door het teken "+" worden gescheiden. Worden de soorten kosten zowel in de codenummers als in letters vermeld, dan moet de afzender de aanduiding in codenummers vermelden vóór de aanduiding in letters.

De spoorweg kan uitsluitend codenummers gebruiken voor het vermelden van bijkomende kosten, douanerechten en andere kosten in de op de vrachtbrief voor de vrachtberekening bestemde vakken.

DCU ad artikel 17 CIM : remboursement et voorschot.

De originele vrachtbrief of de duplicaat-vrachtbrief waarop het remboursement is vermeld en waarop een datumstempel of een machinale aanduiding met datumvermelding is afgedrukt, dient als bewijs voor de

grevée de ce remboursement. L'établissement de bulletins de remboursement est régi par les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice.

DCU 1 à 5 ad article 19 CIM : état, emballage et marquage de la marchandise.

1. Le chemin de fer peut exiger que des petits colis d'expéditions de détail de même nature (menus objets en fer, etc.) dont l'acceptation et la manutention occasionnent une sensible perte de temps, soient attachés ou emballés de telle façon qu'ils constituent des unités plus volumineuses.

2. Les colis contenant des plaques, pellicules et papiers portant une émulsion sensible aux radiations lumineuses, radioactives ou autres (par exemple les plaques ou papiers photographiques, les films cinématographiques ou photographiques, les pellicules pour radiographies, etc.) doivent être munis par l'expéditeur d'étiquettes du format 10,5 x 14,8 cm (A6 horizontal); ces étiquettes doivent porter en caractères de 4 cm au moins l'inscription "FOTO" et reproduire une bande de film cinématographique d'au moins 8 cm de largeur, perforée des deux côtés. Les colis peuvent aussi être marqués au moyen d'un pochoir ayant les caractéristiques susmentionnées.

3. Sauf exception prévue dans les tarifs, les marchandises fragiles ou susceptibles de s'éparpiller dans les wagons, ainsi que celles qui pourraient salir ou détériorer les autres marchandises, sont transportées uniquement par wagons complets, à moins qu'elles ne soient emballées ou réunies de telle sorte qu'elles ne puissent se briser, se perdre, en salir ou en détériorer d'autres.

4. Lorsqu'un expéditeur a l'habitude d'expédier, de la même gare, des marchandises de même nature nécessitant un emballage et de les remettre, soit sans emballage, soit sous le même emballage défectueux, il peut se dispenser de satisfaire pour chaque expédition aux dispositions du § 3, en déposant dans cette gare une déclaration générale conforme au modèle fixé par les chemins de fer et publié. Dans ce cas, l'expéditeur doit mentionner sur la lettre de voiture la déclaration générale remise à la gare expéditrice.

Pour la publication du modèle de déclaration générale relative à l'absence ou à la défectuosité de l'emballage, les chemins de fer observent la procédure fixée par leur droit national.

5. Sauf exception prévue dans les tarifs, l'expéditeur d'un envoi de détail doit indiquer sur chaque colis ou sur une étiquette agréée par le chemin de fer, d'une manière claire et de façon indélébile ne permettant aucune confusion et concordant parfaitement avec les inscriptions portées sur la lettre de voiture :

- a) le nom et l'adresse du destinataire;
- b) la gare destinataire.

Les indications sous a et b doivent aussi figurer sur chaque élément de chargement des wagons complets expédiés en trafic fer/mer et devant être transbordés.

Les indications ou étiquettes périmées doivent être enlevées ou rendues illisibles par l'expéditeur.

DCU ad article 22 CIM : constatation de la masse et du nombre de colis.

En cas de pesage sur un pont-basculé, la masse est déterminée en déduisant de la masse totale du wagon chargé la tare inscrite sur le wagon, à moins qu'une tare différente ne résulte d'un pesage spécial du wagon vide.

Les pesages effectués sur des ponts-basculés de particuliers sont assimilés à ceux qui le sont sur des ponts-basculés du chemin de fer, en tant que les conditions établies à ce sujet par le chemin de fer compétent sont remplies.

DCU ad article 23 CIM : surcharge.

La gare qui a constaté la surcharge et les gares frontières d'entrée des Etats subséquents décident si l'envoi peut être transporté sans modification sur les lignes de l'Etat dans lequel elle sont situées.

rechthebbende dat het goed met dit remboursement belast is. Het opmaken van de afzonderlijke remboursmentsbewijzen wordt geregeld door de reglementen van de spoorweg van afzending.

DCU 1 tot 5 ad artikel 19 CIM : toestand, verpakking en merking van het goed.

1. De spoorweg kan verlangen dat kleine stukgoederen van dezelfde soort (klein ijzerwerk e.d.) waarvan de aanneming en de behandeling niet zonder aanzienlijk tijdverlies kunnen geschieden, zodanig worden samengebundeld of verpakt, dat zij grotere eenheden vormen.

2. Colli die platen, films en papier met een voor lichtradioactieve of andere straling gevoelige laag bevatten (bv. fotografische platen of papier, films, radiografische films, enz.), moeten door de afzender worden voorzien van plakbriefjes van 10,5 x 14,8 cm grootte (A-6 formaat horizontaal); deze plakbriefjes moeten in letters van ten minste 4 cm grootte het opschrift "FOTO" dragen en een minstens 8 cm brede, aan beide zijden geperforeerde filmstrook weergeven. De colli mogen ook door middel van een schabloon van de hierboven omschreven aanduidingen worden voorzien.

3. Behoudens de in de tarieven bepaalde uitzonderingen worden goederen, die breekbaar zijn, zich in de wagons kunnen verspreiden of andere goederen kunnen verontreinigen of beschadigen, slechts als wagenlading vervoerd, tenzij zij zodanig zijn verpakt of samengevoegd, dat zij niet kunnen breken, verloren gaan of andere goederen verontreinigen of beschadigen.

4. Indien de afzender gelijksoortige goederen die een verpakking behoeven, van hetzelfde station pleegt te verzenden en deze onverpakt of met een gebrekkige verpakking ten vervoer pleegt aan te bieden, kan hij van de naleving van de in § 3 gegeven voorschriften voor elke zending worden vrijgesteld door op dit station een algemene verklaring overeenkomstig het door de spoorweg vastgestelde en bekendgemaakte model te deponeren. In dit geval moet de afzender op de vrachtbrief naar de op het station van afzending afgegeven algemene verklaring verwijzen.

Voor de publicatie van het model van de algemene verklaring betreffende het ontbreken van de verpakking of de gebrekkige toestand daarvan dienen de spoorwegen de handelswijze te volgen die is vastgesteld in hun nationale recht.

5. Behoudens de in de tarieven bepaalde uitzonderingen, moet de afzender het stukgoed op elke collo of op een door de spoorweg toegelaten etiket een duidelijke en onuitwisbare aanduiding, die elke verwarring uitsluit en volledig met de vermeldingen op de vrachtbrief overeenstemt, plaatsen van :

- a) naam en adres van de geadresseerde;
- b) het station van bestemming.

De aanduidingen onder a en b moeten ook voorkomen op elk deel van een wagenlading, die in spoor/zeevervoer moet worden overgeladen.

Vervallen aanduidingen of etiketten moeten door de afzender worden verwijderd of onleesbaar worden gemaakt.

DCU ad artikel 22 CIM : vaststelling van massa en van het aantal colli.

Bij weging op een weegbrug wordt de massa bepaald door van de totale massa van de beladen wagen het op de wagen vermelde tarra af te trekken tenzij door afzonderlijke weging van de ledige wagen een ander tarra komt vast te staan.

Wegingen, verricht op weegbruggen van particulieren, worden gelijkgesteld met die verricht op weegbruggen van de spoorweg, voor zover aan de voorwaarden die ter zake door de bevoegde spoorweg zijn vastgesteld is voldaan.

DCU ad artikel 23 CIM : overbelasting.

Het station dat een overbelasting heeft vastgesteld en de overnemende grensstations van de volgende Staten beslissen of de zending zonder wijziging over de lijnen van de Staat waarin zij zijn gelegen, mag worden vervoerd.



Si une gare est d'avis que le chargement doit être modifié, elle procède comme suit :

a) lorsque toute la marchandise peut être transbordée sans risques particuliers sur un wagon approprié, celui-ci doit être dirigé sur la destination de l'envoi, des instructions étant éventuellement demandées à l'ayant droit;

b) lorsque le transbordement ne peut être effectué sur un seul wagon, la gare décide au mieux des intérêts de l'ayant droit s'il y a lieu de lui demander des instructions sur la façon de procéder ou si l'excédent de charge doit être acheminé d'office sur sa destination.

L'expéditeur invité à disposer de l'envoi peut donner ses instructions à la gare qui a constaté la surcharge, soit directement soit par l'intermédiaire de la gare expéditrice.

En cas de modification du contrat de transport conformément à l'article 31, le destinataire donne ses instructions directement à la gare qui a constaté la surcharge.

#### DCU 1 à 3 ad article 24 CIM : surtaxes.

1. La surtaxe prévue au § 1er, a, premier alinéa, peut aussi être perçue pour les marchandises qui, en vertu d'un accord passé entre deux ou plusieurs Etats ou de clauses tarifaires appliquées entre deux ou plusieurs chemins de fer, conformément à l'article 5, § 2, sont admises au transport alors qu'elles en sont exclues par le RID ou sont soumises à des conditions moins rigoureuses que celles qui sont prescrites par ce règlement.

2. En cas d'observation des conditions du RID relatives aux emballages vides, y compris les wagons-citernes et conteneurs-citernes vides, la surtaxe est calculée sur la base de deux unités de compte par kg de masse de la tare de l'emballage.

#### 3. Aucune surtaxe ne peut être perçue en cas :

a) de surcharge, si l'expéditeur a demandé dans la lettre de voiture que le pesage soit fait par le chemin de fer;

b) de surcharge occasionnée au cours du transport par des influences atmosphériques, s'il est prouvé que le chargement du wagon ne dépassait pas la limite de charge lors de la remise au transport;

c) de surcharge, lorsque le chemin de fer n'a ni publié, ni indiqué à l'expéditeur la limite de charge d'une manière qui lui permette de l'observer.

#### DCU 1 à 2 ad article 26 CIM : accomplissement des formalités administratives.

1. Lorsque le bureau de douane se trouve à une certaine distance de la gare intermédiaire désignée par l'expéditeur pour le dédouanement, le chemin de fer décide, en se conformant aux prescriptions douanières applicables dans l'Etat dont il relève, si la marchandise doit être transférée au bureau de douane ou bien si le dédouanement doit avoir lieu à la gare. Les frais grèvent la marchandise.

2. L'expéditeur qui demande d'user d'un des droits prévus au § 3 a à c, doit en faire mention sur la lettre de voiture, dans l'emplacement réservé à ses déclarations, en indiquant la gare où les formalités doivent être remplies; le destinataire qui désire user d'un de ces droits doit en faire mention dans son ordre en indiquant la gare où les formalités doivent être remplies.

#### DCU 1 à 2 ad article 28 CIM : livraison.

1. Si une partie des objets mentionnés sur la lettre de voiture manque à la livraison, le montant total des sommes résultant de la lettre de voiture doit néanmoins être payé. Le droit du destinataire de réclamer le remboursement des frais afférents aux objets non livrés demeure réservé.

2. Lors de la restitution des wagons-citernes, conteneurs-citernes et petits conteneurs vides, non nettoyés, appartenant au chemin de fer et ayant contenu des marchandises dangereuses, le destinataire du transport à charge doit remettre au chemin de fer une déclaration écrite en double exemplaire pour chaque wagon-citerne, conteneur-citerne et petit conteneur. A cette fin, il y a lieu d'utiliser deux feuillets d'une liasse de

Indien een station van mening is dat de lading moet worden gewijzigd, handelt het als volgt:

a) indien de gehele zending op een geschikte wagen zonder bijzondere gevaren voor het goed kan worden overgeladen, moet dit geschieden en moet de wagen naar zijn bestemming worden doorgezonden; zo nodig worden aan de rechthebbende instructies gevraagd;

b) indien de overlading niet op één wagen kan geschieden, beslist het station onder inachtneming van de belangen van de rechthebbende of er aanleiding is, hem over de wijze van handelen instructies te vragen dan wel of het teveel geladene ambtshalve naar zijn bestemming moet worden doorgezonden.

De afzender die verzocht werd over de zending te beschikken, kan zijn instructies rechtstreeks of door tussenkomst van het station van afzending aan het station geven dat de overbelasting heeft vastgesteld.

Ingeval van wijziging van de vervoerovereenkomst overeenkomstig artikel 31 dient de geadresseerde zijn instructies rechtstreeks aan het station te geven, dat de overbelasting heeft vastgesteld.

#### DCU 1 tot 3 ad artikel 24 CIM : boeten.

1. De in § 1, a), 1e alinea genoemde boete kan ook worden geheven voor de goederen die op grond van een krachtens tussen twee of meerdere Staten gesloten overeenkomst of op grond van tariefbepalingen die tussen twee of meerdere spoorwegen van toepassing zijn, overeenkomstig artikel 5, § 2, ten vervoer worden toegelaten hoewel het RID ze van het vervoer uitsluit of ze aan minder strenge voorwaarden zijn onderworpen dan die welke in dit reglement zijn voorgeschreven.

2. Indien de voorwaarden van het RID met betrekking tot ledige verpakkingen, met inbegrip van ledige ketelwagens en tankcontainers niet in acht worden genomen, worden voor de berekening van de vrachttoeslag twee rekeneenheden per kilogram van de eigen massa van de verpakking ten grondslag gelegd.

#### 3. Geen boete wordt geheven bij :

a) onnauwkeurige vermelding van de massa of overbelasting, indien de afzender op de vrachtbrief weging door de spoorweg heeft verzocht;

b) tijdens het vervoer door atmosferische invloed veroorzaakte overbelasting, indien wordt bewezen, dat de belading van de wagen bij de aanbidding ten vervoer de toelaatbare belading niet overschreed;

c) overbelasting, indien de spoorweg de toelaatbare belading noch heeft gepubliceerd noch aan de afzender opgegeven op zodanige wijze, dat hij deze in acht kon nemen.

#### DCU 1 tot 2 ad artikel 26 CIM : vervulling van de administratieve formaliteiten.

1. Indien het douanekantoor zich op zekere afstand van het door de afzender voor de vrijmaking aangewezen onderwegstation bevindt, besluit de spoorweg, overeenkomstig de douanevoorschriften die van toepassing zijn in de Staat waar hij is gevestigd, of het goed naar het douanekantoor zal worden overgebracht dan wel of de vrijmaking op het station moet geschieden. De kosten rusten op het goed.

2. De afzender die van één van de in § 3, letters a t/m c genoemde rechten gebruik wil maken, moet hiervan op de vrachtbrief in het vak bestemd voor het vermelden van zijn verklaringen melding maken onder aanwijzing van het station waar de formaliteiten moeten worden vervuld; de geadresseerde die van deze rechten gebruik wil maken, moet dit in zijn opdracht vermelden onder aanwijzing van het station waar de formaliteiten worden vervuld.

#### DCU 1 tot 2 ad artikel 28 CIM : aflevering.

1. Indien een gedeelte van de op de vrachtbrief vermelde voorwerpen bij de aflevering ontbreekt, moet niettemin het totaal van de op de vrachtbrief voorkomende bedragen worden betaald. De geadresseerde behoudt het recht, teruĳbetaling van de op de niet afgeleverde voorwerpen betrekking hebbende kosten te vragen.

2. Bij de teruggave van ledige ongereinigde aan de spoorweg toebehorende ketelwagens, tankcontainers en kleine containers waarin gevaarlijke goederen zijn vervoerd, moet de geadresseerde van het beladen vervoer voor iedere ketelwagen, tankcontainer en kleine container aan de spoorweg een schriftelijke verklaring in tweevoud overleggen. Daarvoor wordt gebruik gemaakt van twee bladen van een vrachtbrief, waarvan

lettre de voiture sur lesquels la mention "lettre de voiture" doit être biffée dans l'en-tête. Les indications suivantes doivent être portées dans les emplacements correspondants de la déclaration écrite :

- expéditeur (destinataire du transport à charge);
- numéro du wagon ou désignation du conteneur-citerne/petit conteneur;
- indications prescrites par le RID pour les emballages vides, non nettoyés.

Les autres prescriptions du RID applicables aux emballages vides, non nettoyés, doivent être observées également par le destinataire du transport à charge.

DCU 1 à 2 ad article 29 CIM : rectification des perceptions.

1. Si les mêmes erreurs sont survenues lors de plusieurs envois semblables, remis au transport par le même expéditeur ou adressés au même destinataire, la différence doit aussi être payée ou restituée si elle excède au total huit unités de compte.

2. Pour le calcul des sommes dues, le cours de conversion à appliquer est celui qui a été primitivement utilisé pour le calcul des frais, ou qui l'aurait été si aucune erreur ne s'était produite. Le montant du règlement à effectuer est égal à la somme ainsi calculée.

DCU 1 à 5 ad article 30 CIM : modification par l'expéditeur.

1. L'expéditeur peut prescrire le tarif à appliquer et l'itinéraire à suivre. Il doit en outre donner une nouvelle mention d'affranchissement s'il a pris des frais à sa charge jusqu'à un point de soudure des tarifs, conformément à l'article 15, § 2, et si par suite de la modification du contrat de transport, l'envoi n'est plus acheminé par ce point. La nouvelle mention d'affranchissement ne doit toutefois pas entraîner de modification de la mention initiale pour les pays déjà empruntés, à l'exception de la modification admise au § 1er, i.

2. La déclaration doit être communiquée par écrit, au moyen d'une formule dont le modèle est fixé et publié par le chemin de fer. Elle doit être rédigée conformément à l'article 12, § 3, deuxième alinéa, et donnée à la gare expéditrice.

Pour la publication du modèle de déclaration écrite, les chemins de fer observent la procédure fixée par leur droit national.

3. La gare expéditrice qui reçoit un ordre ultérieur certifie sa réception en apposant son timbre à date sur le duplicata de la lettre de voiture, au-dessous de la déclaration de l'expéditeur, à qui le duplicata doit alors être restitué.

4. Lorsque l'expéditeur demande l'augmentation, la diminution ou l'annulation d'un remboursement, il doit produire le titre qui lui a été délivré. En cas d'augmentation ou de diminution du remboursement, ce titre est, après rectification, rendu à l'expéditeur; en cas d'annulation, il n'est pas restitué.

5. Lorsque l'expéditeur le demande, la gare expéditrice doit prévenir la gare destinataire ou la gare d'arrêt, aux frais de l'expéditeur, par télégraphe, téléphone, télex ou télécopieur; le télégramme ou l'avis téléphonique doit être confirmé par écrit.

A moins que le tarif international ou des accords entre les chemins de fer intéressés n'en disposent autrement, la gare destinataire ou la gare d'arrêt doit exécuter l'ordre sans attendre la confirmation. En cas de doute, elle vérifie si le télégramme ou l'avis téléphonique provient de la gare expéditrice.

DCU 1 à 3 ad article 31 CIM : modification par le destinataire.

1. Le destinataire peut prescrire le tarif à appliquer et l'itinéraire à suivre.

2. La déclaration doit être communiquée par écrit, au moyen d'une formule dont le modèle est fixé et publié par le chemin de fer, et donnée à la gare destinataire ou à la gare d'entrée dans le pays de destination. Pour la publication du modèle de déclaration écrite, les chemins de fer observent la procédure fixée par leur droit national.

telkens bovenaan de hoofding "vrachtbrief" moet worden doorgehaald. Op de schriftelijke verklaring dienen in de daarvoor bestemde vakken de volgende gegevens te worden vermeld :

- afzender (geadresseerde van het beladen vervoer);
- wagennummer of omschrijving van de tankcontainer/kleine container;
- de in het RID voor ongereinigde ledige verpakkingen voorgeschreven gegevens.

De overige RID-voorschriften over ongereinigde ledige verpakkingen moeten eveneens door de geadresseerde van het beladen vervoer nageleefd worden.

DCU 1 tot 2 ad artikel 29 CIM : correctie van de geïnde bedragen.

1. Werden dezelfde fouten begaan bij verscheidene gelijkaardige zendingen die ten vervoer werden aangeboden door dezelfde afzender of voor eenzelfde geadresseerde bestemd waren, dan moet het verschil ook dan bij- of terugbetaald worden wanneer het in totaal meer dan acht reken-eenheden bedraagt.

2. Voor de berekening van de verschuldigde bedragen is de herleidingskoers die moet worden gebezigd die, welke oorspronkelijk is toegepast voor de berekening van de kosten of die zou zijn toegepast als er geen fout zou zijn gemaakt. Het bedrag van de tot stand te brengen regeling is gelijk aan de aldus vastgestelde som.

DCU 1 tot 5 ad artikel 30 CIM : wijziging door de afzender.

1. De afzender kan het toe te passen tarief en de te volgen vervoerweg voorschrijven. Heeft hij overeenkomstig artikel 15, § 2 de kosten voor zijn rekening genomen tot een punt waar de tarieven op elkaar aansluiten en wordt, wegens de wijziging van de vervoerovereenkomst, de zending niet meer langs dit punt vervoerd, dan moet hij bovendien een nieuw frankeringsvoorschrift geven. Het nieuwe frankeringsvoorschrift mag evenwel geen wijziging van het oorspronkelijke voorschrift inhouden voor de landen, waardoor het vervoer reeds heeft plaatsgevonden, met uitzondering van de in § 1, i toegestane wijziging.

2. De verklaring moet schriftelijk gebeuren met een formulier waarvan het model door de spoorweg vastgesteld en gepubliceerd wordt. Dat formulier moet in overeenstemming met artikel 12, § 3, tweede alinea opgesteld worden en aan het station van afzending afgegeven.

Voor de publicatie van het model van de schriftelijke verklaring moeten de spoorwegen de handelwijze volgen die is vastgelegd in hun nationale recht.

3. Het station van afzending dat een nadere opdracht ontvangt, bevestigt de ontvangst ervan door zijn datumstempel op het duplicaat van de vrachtbrief aan te brengen onder de verklaring van de afzender aan wie het duplicaat vervolgens moet worden teruggegeven.

4. Indien de afzender de verhoging, verlaging of opheffing van een remboursement vraagt, moet hij het bewijsstuk overleggen dat hem werd afgegeven. Bij verhoging of verlaging van het remboursement wordt het bewijsstuk na wijziging terugbezorgd aan de afzender; bij opheffing wordt het bewijsstuk niet terugbezorgd.

5. Indien de afzender dit verzoekt, wordt het station van bestemming of het station waar de zending moet worden opgehouden, op kosten van de afzender per telegram, telefonisch, per telex of per fax door het station van afzending ingelicht; een telegram of een telefonische mededeling moet door een schriftelijke verklaring worden bevestigd.

Tenzij een internationaal tarief of andere overeenkomsten tussen de belanghebbende spoorwegen anders bepalen, moet het station van bestemming of het station waar de zending is opgehouden de nadere aanwijzing uitvoeren zonder de bevestiging af te wachten. In geval van twijfel moet het station nagaan of het telegram of de telefonische mededeling van het station van afzending afkomstig is.

DCU 1 tot 3 ad artikel 31 CIM : wijziging door de geadresseerde.

1. De geadresseerde kan het toe te passen tarief en de te volgen vervoerweg voorschrijven.

2. De verklaring moet schriftelijk gebeuren met een formulier waarvan het model door de spoorweg vastgesteld en gepubliceerd wordt. Zij moet aan het station van bestemming of aan het station van binnenkomst in het land van bestemming afgegeven worden.

3. Lorsque le destinataire le demande, la gare qui a reçu l'ordre le transmet, aux frais du destinataire, par télégraphe, téléphone, téléscripteur ou télécopieur, à la gare qui doit exécuter l'ordre; le télégramme ou l'avis téléphonique doit être confirmé par écrit. Cette gare exécute l'ordre sans attendre la confirmation. En cas de doute, elle vérifie si le télégramme ou l'avis téléphonique provient de la gare compétente.

**DCU 1 à 2 ad article 32 CIM : exécution des ordres ultérieurs.**

1. Si l'ordre ultérieur prescrit de livrer la marchandise à une gare intermédiaire, le prix de transport est calculé de la gare expéditrice jusqu'à cette gare intermédiaire. Si toutefois la marchandise a déjà été transportée au-delà de la gare intermédiaire, le prix de transport est calculé de la gare expéditrice jusqu'à la gare d'arrêt et de celle-ci jusqu'à la gare intermédiaire.

Si l'ordre ultérieur prescrit de transporter la marchandise sur une autre gare destinataire ou de la renvoyer à la gare expéditrice, le prix de transport est calculé de la gare expéditrice jusqu'à la gare d'arrêt et de celle-ci jusqu'à la nouvelle gare destinataire ou jusqu'à la gare expéditrice.

Les tarifs applicables sont ceux qui sont en vigueur sur chacun de ces parcours au jour de la conclusion du contrat de transport.

Les dispositions qui précèdent sont applicables par analogie aux frais accessoires et autres frais, ainsi qu'aux cours de conversion lorsque les frais sont pris en charge par l'expéditeur.

2. La perception éventuelle d'une taxe au moment de la remise d'un ordre ultérieur est déterminée d'après le tarif appliqué à l'envoi :

— par le chemin de fer expéditeur, lorsque l'ordre ultérieur est donné par l'expéditeur;

— par le chemin de fer destinataire, lorsque l'ordre ultérieur est donné par le destinataire.

**DCU 1 à 4 ad article 33 CIM : empêchement au transport.**

1. Les avis adressés à l'expéditeur doivent être rédigés dans une des langues officielles de l'Etat de départ ou dans une des langues de travail de l'Organisation (français ou allemand).

Lorsque la langue utilisée n'est pas celle de l'Etat sur le territoire duquel est située la gare expéditrice, la traduction de l'avis incombe à l'expéditeur.

2. L'expéditeur avisé d'un empêchement au transport peut donner ses instructions soit à la gare expéditrice, soit à la gare où se trouve la marchandise.

3. La perception éventuelle d'une taxe au moment de la remise des instructions est déterminée d'après le tarif appliqué à l'envoi :

— par le chemin de fer expéditeur, lorsque les instructions sont données par l'expéditeur;

— par le chemin de fer destinataire, lorsqu'elles sont données par le destinataire.

Toutefois, lorsque l'expéditeur adresse ses instructions directement à la gare où se trouve la marchandise et si une taxe est prévue par le tarif sur la base duquel l'envoi a été taxé jusqu'à ladite gare, cette taxe grève la marchandise. Il en est de même lorsque le chemin de fer exécute des instructions que l'expéditeur a données dans la lettre de voiture conformément au § 3, 1<sup>er</sup> alinéa.

4. Le destinataire donne directement ses instructions à la gare d'arrêt.

**DCU 1 à 5 ad article 34 CIM : empêchement à la livraison.**

1. L'avis doit être adressé, par la gare destinataire, directement à l'expéditeur, par lettre postale recommandée. L'expéditeur est en outre avisé par télégraphe, téléscripteur ou télécopieur, lorsqu'il l'a demandé dans la lettre de voiture ou lorsque les circonstances le commandent. Les frais de ces avis grèvent la marchandise.

3. Op verzoek van de geadresseerde brengt het station dat de opdracht heeft ontvangen deze op kosten van de geadresseerde per telegram, telefoon, telex of per fax over aan het station dat de opdracht moet uitvoeren; de per telegram of per telefoon overgebrachte mededeling moet schriftelijk worden bevestigd. Het station dat dergelijke mededeling ontvangt voert de opdracht uit zonder de bevestiging af te wachten. In geval van twijfel moet het station nagaan, of het telegram of de telefonische mededeling afkomstig is van het bevoegde station.

**DCU 1 tot 2 ad artikel 32 CIM : uitvoering van nadere opdrachten.**

1. Indien de nadere opdracht voorschrijft dat het goed op een tussenliggend station moet worden afgeleverd, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot dit tussenliggend station. Indien evenwel het goed het tussenliggend station reeds voorbij is, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot het station waar de zending wordt opgehouden en van daar tot het tussenliggend station.

Indien het goed op grond van de nadere opdracht naar een ander station van bestemming moet worden vervoerd of naar het station van afzending moet worden teruggezonden, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot het station waar de zending wordt opgehouden en van daar tot het nieuwe station van bestemming of tot het station van afzending.

De toe te passen tarieven zijn die, welke op elk van deze trajecten van kracht zijn op de dag waarop de vervoerovereenkomst is afgesloten.

De voorafgaande bepalingen zijn op overeenkomstige wijze van toepassing op de bijkomende kosten en andere kosten alsmede op de herleidingskoers indien de kosten ten laste zijn van de afzender.

2. De eventuele heffing van een vergoeding voor de uitvoering van nadere aanwijzingen wordt bepaald volgens het op de zending toegepaste tarief :

— door de spoorweg van afzending indien de nadere aanwijzing wordt gegeven door de afzender;

— door de spoorweg van bestemming indien de nadere aanwijzing wordt gegeven door de geadresseerde.

**DCU 1 tot 4 ad artikel 33 CIM : belemmering in het vervoer.**

1. De aan de afzender te zenden mededelingen moeten worden opge maakt in één van de officiële talen van de staat van afzending of in één van de werktalen van de Organisatie (Frans of Duits).

Indien de gebezigde taal niet die is van de Staat waarin het station van afzending is gelegen, moet de afzender voor de vertaling zorgen.

2. De afzender die van een belemmering in het vervoer op de hoogte werd gesteld, kan zijn instructies aan het station van afzending bezorgen of aan het station, waar het goed zich bevindt.

3. De eventuele heffing van een vergoeding bij de aanbidding van de instructies wordt bepaald volgens het tarief dat op de zending is toegepast :

— door de spoorweg van afzending indien de instructies worden gegeven door de afzender;

— door de spoorweg van bestemming indien de instructies worden gegeven door de geadresseerde.

Indien de afzender zijn instructies evenwel rechtstreeks zendt aan het station waar het goed zich bevindt en indien in het tarief volgens hetwelk de zending tot genoemd station werd bevracht, een vergoeding is vastgesteld, komt deze vergoeding ten laste van het goed. Hetzelfde geldt indien de spoorweg instructies uitvoert die de afzender overeenkomstig § 3, 1<sup>e</sup> alinea op de vrachtbrief heeft gegeven.

4. De geadresseerde geeft zijn instructies rechtstreeks aan het station waar de zending wordt opgehouden.

**DCU 1 tot 5 ad artikel 34 CIM : belemmering in de aflevering.**

1. Het station van bestemming moet het bericht van belemmering rechtstreeks aan de afzender adresseren met een aangetekend schrijven. De afzender wordt bovendien per telegram, telex of fax verwittigd wanneer hij zulks heeft gevraagd in de vrachtbrief of wanneer de omstandigheden het vereisen. De kosten voor deze kennisgeving komen ten laste van het goed.

2. Les avis adressés à l'expéditeur doivent être rédigés dans une des langues officielles de l'Etat de départ ou dans une des langues de travail de l'Organisation (français ou allemand). Lorsque la langue utilisée n'est pas celle de l'Etat sur le territoire duquel est située la gare expéditrice, la traduction de l'avis incombe à l'expéditeur.

3. Sauf dans les cas cités au deuxième alinéa ci-dessous, l'expéditeur peut donner ses instructions soit à la gare expéditrice, soit les transmettre directement à la gare destinataire. L'expéditeur doit joindre le duplicata de la lettre de voiture sur lequel les instructions doivent être reproduites et signées par lui. La signature peut être imprimée ou remplacée par le timbre de l'expéditeur. Si la marchandise a été refusée par le destinataire, il suffit que l'expéditeur renvoie l'avis d'empêchement à la livraison émanant de la gare destinataire après l'avoir complété par ses instructions.

Si les instructions contiennent un ordre conformément à l'article 30, § 1er, g, h ou i, ou un ordre visant l'annulation ou la diminution de débours, elles ne peuvent être données que par l'intermédiaire de la gare expéditrice. Des instructions visant l'établissement ou l'augmentation de débours ne sont pas admises.

4. Les instructions visant l'annulation ou la diminution d'un remboursement ou de débours ou la prise en charge de frais d'un envoi non affranchi ou l'augmentation des frais pris en charge conformément à l'article 15, § 2, ne peuvent être données par le destinataire qui a modifié le contrat de transport conformément à l'article 31, que sur présentation de l'autorisation écrite de l'expéditeur.

5. La perception éventuelle d'une taxe au moment de la remise des instructions est déterminée d'après le tarif appliqué à l'envoi :

— par le chemin de fer expéditeur, lorsque des instructions sont données par l'expéditeur;

— par le chemin de fer destinataire, lorsqu'elles sont données par le destinataire.

Toutefois, lorsque l'expéditeur, conformément à la DCU 3, adresse ses instructions directement à la gare destinataire et si une taxe est prévue par le tarif sur la base duquel l'envoi a été taxé jusqu'à ladite gare, cette taxe grève la marchandise. Il en est de même lorsque l'expéditeur a, conformément au § 4, demandé en lettre de voiture que la marchandise lui soit renvoyée d'office.

DCU ad article 36 CIM : étendue de la responsabilité.

Si, pour le transport des marchandises en wagons découverts, l'expéditeur utilise des bâches, le chemin de fer assume la même responsabilité que celle qui lui incombe pour le transport en wagons découverts non bâchés, même s'il s'agit de marchandises qui, selon les dispositions du tarif ne sont pas transportées en wagons découverts.

DCU 1 à 2 ad article 43 CIM : indemnité en cas de dépassement au délai de livraison.

1. Seul le dépassement du délai de livraison total peut donner droit à indemnité.

2. Lorsque, pour déterminer le montant de l'indemnité, une conversion doit être opérée en une autre monnaie, l'article 40, § 4 fait règle pour fixer le cours applicable.

DCU ad article 50 CIM : responsabilité du chemin de fer pour ses agents.

Si l'ayant droit a omis, à l'encontre des prescriptions en vigueur, de présenter une traduction dans une des langues prévues par les Règles uniformes, les agents du chemin de fer qui font d'office cette traduction sont néanmoins considérés comme agissant pour le compte de l'ayant droit.

DCU 1 à 4 ad article 53 CIM : réclamations.

1. Les réclamations doivent être motivées.

2. De aan de afzender te zenden mededelingen moeten worden opgemaakt in één van de officiële talen van de Staat van afzending of in één van de werktalen van de Organisatie (Frans of Duits). Indien de gebezigde taal niet die is van de staat waarin het station van afzending is gelegen, moet de afzender voor de vertaling zorgen.

3. Behalve in de gevallen van alinea twee hierna, kan de afzender zijn instructies of aan het station van afzending of rechtstreeks aan het station van bestemming overmaken. De afzender moet de duplicaat-vrachtbrief, waarop hij de instructies heeft overgeschreven en ze heeft ondertekend, bijvoegen. De ondertekening kan gedrukt zijn of vervangen door het stempel van de afzender. Wanneer het goed echter door de geadresseerde wordt geweigerd, volstaat het dat de afzender het bericht van weigering, afkomstig van het station van bestemming, terugzendt nadat hij er zijn instructies heeft op vermeld.

Instructies die een opdracht bevatten zoals bedoeld in artikel 30, § 1, g, h of i die het opheffen of verlagen van een voorschot beogen, kunnen alleen door tussenkomst van het station van vertrek worden gegeven. Instructies om een voorschot vast te stellen of te verhogen zijn niet toegelaten.

4. Instructies tot opheffing of verlaging van een remboursement of voorschot, tot overneming van de kosten van een ongefrankeerde zending of tot verhoging van de overeenkomstig artikel 15, § 2 door de afzender voor zijn rekening genomen kosten kunnen door de geadresseerde die de vervoerovereenkomst op grond van artikel 31 heeft gewijzigd, slechts worden gegeven indien hij de schriftelijke machtiging van de afzender kan overleggen.

5. De eventuele heffing van een vergoeding bij de aanbidding van de instructies wordt bepaald volgens het tarief dat op de zending is toegepast :

— door de spoorweg van afzending indien de instructies worden gegeven door de afzender;

— door de spoorweg van bestemming indien de instructies worden gegeven door de geadresseerde.

Geeft de afzender overeenkomstig DCU 3 zijn instructies evenwel rechtstreeks aan het station van bestemming en is in het tarief volgens hetwelk de zending tot dit station werd bevracht, een vergoeding vastgesteld, dan komt deze vergoeding ten laste van het goed. Hetzelfde geldt indien de afzender overeenkomstig § 4 op de vrachtbrief heeft verzocht het goed aan hem terug te zenden.

DCU ad artikel 36 CIM : omvang van de aansprakelijkheid.

Indien voor het vervoer van goederen op open wagens door de afzender dekkleden worden gebruikt, aanvaardt de spoorweg geen andere aansprakelijkheid dan die welke hij heeft voor het vervoer op open wagens zonder dekkleden, zelfs indien het goederen betreft die volgens de tariefbepalingen niet op open wagens worden vervoerd.

DCU 1 tot 2 artikel 43 CIM : schadevergoeding bij overschrijding van de leveringstermijn.

1. Alleen de overschrijding van de totale leveringstermijn kan recht geven op de schadevergoeding.

2. Moet voor het vaststellen van het bedrag van de schade een omrekening in een andere munteenheid plaatsvinden, dan wordt als herleidingskoers genomen de koers vermeld in artikel 40, § 4.

DCU ad artikel 50 CIM : aansprakelijkheid van de spoorweg voor zijn personeel.

Indien de rechthebbende in strijd met de van kracht zijnde voorschriften heeft nagelaten een vertaling in één van de in de Uniforme Regelen genoemde talen bij te voegen, wordt het spoorwegpersoneel dat deze vertaling ambtshalve verricht, niettemin geacht te handelen voor rekening van de rechthebbende.

DCU 1 tot 4 ad artikel 53 CIM : vorderingen buiten rechten.

1. De vorderingen moeten met redenen worden omkleed.

2. L'ayant droit doit joindre à sa demande de détaxe tous documents susceptibles d'en justifier le bien-fondé et notamment le compte de frais dressé en conformité des dispositions de l'article 15, § 7.

3. L'ayant droit doit joindre à sa demande d'indemnité pour perte ou avarie tous documents susceptibles d'en justifier le bien-fondé et de prouver la valeur de la marchandise, en particulier la facture d'achat.

4. Les réclamations présentées par d'autres personnes que l'ayant droit en vertu de l'article 54 ne sont prises en considération que si elles sont accompagnées d'une déclaration, sur feuille à part, par laquelle l'ayant droit consent à ce que la somme à payer soit versée au réclamant. Cette déclaration, dont la signature doit être légalisée si le chemin de fer l'exige, doit être établie conformément aux dispositions légales de l'Etat dont relève le chemin de fer chargé du règlement.

DCU ad article 57 CIM : extinction de l'action contre le chemin de fer.

Pour le calcul des délais, le jour de l'acceptation de la marchandise par l'ayant droit n'est pas compris.

Lorsqu'un délai doit prendre fin un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, son expiration est reportée au premier jour ouvrable suivant.

#### DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES UNIFORMES AUX ARTICLES DU RIP (ANNEXE II A LA CIM)

DCU ad article 10 RIP : constatation d'une avarie du wagon ou de perte de pièces.

Un procès-verbal n'est toutefois pas établi pour la constatation de l'usure, de l'avarie ou de la perte de semelles de frein.

#### DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES UNIFORMES AUX ARTICLES DU RICO (ANNEXE III A LA CIM)

DCU 1 à 2 ad article 2 RICO : dispositions générales.

1. Les conteneurs de type fermé, remis au transport chargés, doivent être plombés par les soins de l'expéditeur. La fermeture doit être établie de façon à ne pas pouvoir être violée sans trace apparente d'effraction. Il peut être renoncé à la fermeture, pour des trafics déterminés, par un accord conclu entre le chemin de fer et l'expéditeur.

L'expéditeur doit inscrire dans l'emplacement de la lettre de voiture réservé à la désignation de la marchandise le nombre et la désignation des sceaux apposés par ses soins conformément à l'alinéa 1er ci-dessus.

Il appartient à l'expéditeur de marchandises remises en conteneurs de type ouvert de prendre les dispositions utiles pour éviter les risques que l'emploi de ces conteneurs peut entraîner pour ces marchandises.

2. Lorsqu'un conteneur chargé est avarié en cours de route de telle sorte qu'il ne peut continuer son parcours, le chemin de fer peut transborder la marchandise dans un autre conteneur ou dans un wagon. Lorsque le transbordement a lieu dans un wagon, le prix de transport est établi comme si le transport avait été effectué en wagon depuis la gare expéditrice jusqu'à la gare destinataire, à moins que le prix de transport en conteneur ne soit moins élevé.

Les frais consécutifs au transbordement grèvent la marchandise, à moins que le transbordement n'ait été rendu nécessaire par la faute du chemin de fer.

DCU 1 à 2 ad article 10 RICO : inscriptions sur la lettre de voiture.

1. La tare des conteneurs ne doit pas comprendre la masse des dispositifs spéciaux intérieurs et amovibles ayant un caractère d'emballage ou un caractère d'arrimage.

2. Le matériel d'emballage et la masse de celui-ci doivent être indiqués sur la lettre de voiture des conteneurs en retour.

2. De rechthebbende moet bij zijn verzoek om terugbetaling alle documenten voegen die geëigend zijn om de gegrondheid van het verzoek te staven en in het bijzonder de nota van onkosten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, § 7 is opgemaakt.

3. De rechthebbende moet bij zijn verzoek om schadevergoeding wegens verlies of beschadiging alle documenten voegen die geëigend zijn om de gegrondheid van zijn verzoek te staven alsmede de bewijzen waaruit de waarde van het goed blijkt, in het bijzonder de inkoopfactuur.

4. Verzoeken ingediend door andere personen dan de rechthebbende volgens artikel 54 worden slechts in behandeling genomen indien zij vergezeld zijn van een verklaring op een afzonderlijk blad waardoor de rechthebbende er in toestemt dat het te betalen bedrag aan de reclamant wordt uitbetaald. Deze verklaring, waarvan de handtekening moet zijn gelegaliseerd als de spoorweg dit verlangt, moet worden opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de Staat waar de met de regeling belaste spoorweg is gevestigd.

DCU ad artikel 57 CIM : verval van de vordering tegen de spoorweg.

Voor de berekening van de termijnen wordt de dag waarop de rechthebbende het goed heeft aangenomen niet meegeteld.

Indien een termijn op een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zou aflopen, eindigt hij pas op de eerstvolgende werkdag.

#### UNIFORME BIJKOMENDE BEPALINGEN AAN DE ARTIKELEN VAN HET RIP (BIJLAGE II TOT DE CIM)

DCU ad artikel 10 RIP : vaststelling van beschadiging van de wagen of van verlies van onderdelen.

Bij het vaststellen van slijtage, beschadiging of verlies van remblokken wordt evenwel geen proces-verbaal opgemaakt.

#### UNIFORME BIJKOMENDE BEPALINGEN AAN DE ARTIKELEN VAN HET RICO (BIJLAGE III TOT DE CIM)

DCU 1 tot 2 ad artikel 2 RICO : algemene bepalingen.

1. De containers van het gesloten type die beladen ten vervoer worden aangeboden, moeten door de afzender van loodjes zijn voorzien. De ver sluiting moet zodanig zijn aangebracht, dat ze niet zonder duidelijk zichtbare sporen kan worden verbroken. Voor bepaalde verkeren kan de spoorweg met de afzender overeenkomsten afsluiten waarbij wordt verzaakt aan ver sluitingen.

De afzender moet het aantal en de aard van de door zijn zorgen overeenkomstig bovenvermelde 1e alinea aangebrachte loodjes vermelden in de ruimte voorzien voor de omschrijving van de goederen.

De afzender van in containers van het open type ten vervoer aangeboden goederen moet de nodige maatregelen treffen om de gevaren die het gebruik van die containers voor deze goederen kan meebrengen, te vermijden.

2. Wanneer een beladen container onderweg zodanig wordt beschadigd dat hij niet verder kan worden vervoerd, kan de spoorweg het goed in een andere container of in een wagen overladen. Bij overlading in een wagen wordt de vracht berekend, alsof het vervoer van het station van afzending tot het station van bestemming per wagen had plaatsgevonden, tenzij de vracht bij vervoer per container goedkoper is.

De kosten voor het overladen bezwaren het goed, tenzij de overlading door de schuld van de spoorweg noodzakelijk was.

DCU 1 tot 2 ad artikel 10 RICO : gegevens op de vrachtbrief.

1. De massa van inwendige, losse bijzondere inrichtingen die voor de verpakking of de vastzetting dienen, mag niet bij het eigengewicht van de containers worden meegerekend.

2. Het verpakkingsmaterieel en de massa daarvan moeten op de vrachtbrief van teruggaande containers worden aangegeven. (29278)